



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Réseaux Internationaux - Adhésion et prise en charge financière - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un contexte mondial marqué par le bouleversement des grands équilibres géopolitiques, la résurgence des nationalismes et une tendance à l'unilatéralisme, les villes et gouvernements locaux du monde, touchés par de nombreux défis mondiaux complexes et ayant un rôle majeur à jouer dans la recherche et la mise en œuvre de solutions concrètes, font entendre leurs voix et reconnaître leur expérience par le biais de réseaux internationaux.

En effet, si la nouvelle tendance géopolitique est à la montée en puissance de la voix des maires du monde, et si les villes et métropoles sont devenues des acteurs politiques, économiques, culturels et sociaux incontournables, et ce bien au-delà de leur sphère d'influence territoriale, leur présence et représentation au sein des grandes instances internationales restent bien faibles comparées à l'omnipotence des Etats-Nations.

De fait, les réseaux internationaux de villes jouent aujourd'hui un rôle majeur, qui va s'accroître dans les années à venir, à l'heure des villes mondiales, de la globalisation, de la crise des Etats, de l'internationalisation de problématiques, et du besoin d'une concertation étroite sur toute la planète, issue de la proximité avec les acteurs locaux qui sont en contact direct avec les populations.

Les réseaux des villes sont aujourd'hui un élément moteur, puissant, non seulement pour le développement des actions concertées dans les territoires urbains mais avant tout pour penser autrement nos territoires, dans une démarche globale et partagée de réflexion, de créativité et de projection vers le futur. La pollution urbaine ne s'arrête pas à la frontière d'une ville ; les enjeux climatiques, la montée des mers, la montée du terrorisme, les défis de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les conditions de vie qui entraînent des flux migratoires, les nouvelles maladies urbaines, sont une expression d'un monde interconnecté, interdépendant.

Plus que jamais, il y a besoin d'instances de discussion, d'échange et d'action de celles et ceux qui sont près du terrain, les villes, colonne vertébrale du lien avec les acteurs locaux, capables de déployer avec rapidité et efficacité des solutions. Il est vrai aussi pour les actions communes entre les villes autour du développement économique, la mutualisation de ressources, l'innovation et la diffusion de nouvelles pratiques vertueuses.

C'est pourquoi l'action extérieure menée par la Métropole de Montpellier se traduit par sa présence au sein d'organisations mondiales pour favoriser les échanges d'expertises sur les politiques publiques au niveau technique et politique, et pour faire reconnaître internationalement le rôle des autorités locales qui travaillent au quotidien au plus proche des habitants. L'adhésion à ces réseaux participe au rayonnement international de Montpellier et de sa métropole, tout en constituant une réserve de ressources et de contacts dont on ne saurait se passer s'il l'on souhaite développer et renforcer le positionnement de Montpellier et son action à l'international.

Au vu de sa situation géographique (bassin méditerranéen), et des thématiques qui font sa spécificité et renommée sur la scène internationale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer aux réseaux suivants :

Club des Exportateurs de France (CEF) :

Association loi 1901, le Club des Exportateurs de France (CEF) est le plus ancien mouvement indépendant, national et bénévole, des chefs d'entreprises exportatrices de France. Il constitue un réseau unique de chefs d'entreprise et d'acteurs variés du commerce international. Sa force réside dans son indépendance, ses multiples synergies à l'export et dans l'implication bénévole de ses membres. L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à ce réseau serait un pas de plus dans l'accompagnement de ses entreprises à l'international. L'adhésion à ce réseau s'élève à 150 € pour l'année 2021.

Cités Unies France (CUF)

Créée en 1975, Cités Unies France (CUF) est la tête de réseau, Transpartisane et multiniveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture à l'international, de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques. Cette action internationale revêt de nombreuses formes : la coopération décentralisée désigne toutes les relations d'amitié, de jumelage ou de partenariat nouées entre des autorités locales de deux pays. L'action internationale des collectivités, plus large que la coopération décentralisée, ne nécessite pas forcément d'avoir formalisé un partenariat. Elle englobe les échanges économiques, universitaires, la mobilité des jeunes, la coopération décentralisée etc. L'association est membre fondateur de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et gouvernements Locaux Unis – CGLU, créée en 2004 et aujourd'hui reconnue par les instances multilatérales. De ce fait, tout adhérent de Cités Unies France est aussi membre de CGLU, installée à Barcelone. L'adhésion à ce réseau s'élève à 7 800 € pour la première année d'adhésion en 2021, mais sera de 14 824 € en 2022, si toutefois l'adhésion était renouvelée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux réseaux Club des Exportateurs (CEF) et Cités Unies France (CUF) pour l'année 2021 et pour un montant total de 7 950 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155821-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.